

Aperçu du programme et informations générales

Buts, contenu et méthodologie

Le cursus d'études a pour but de fournir aux participants des connaissances pratiques et scientifiques solides en matière de droit des migrations. Au-delà de l'acquisition de compétences juridiques, il confère aux participants les outils nécessaires pour analyser la politique migratoire actuelle de manière critique, en tenant notamment compte des instruments propres aux sciences sociales.

La thématique est traitée dans sept modules complémentaires (dont le contenu est continuellement adapté aux développements actuels) au moyen d'exposés, d'exercices et d'études de cas. En se référant à de nombreux exemples et à des cas concrets, l'enseignement est axé en grande partie sur la pratique. Si cela s'avère nécessaire, un module relatif aux principes généraux du droit des migrations sera organisé pour les personnes ne bénéficiant pas d'une formation juridique.

Les intervenants sont des experts nationaux et internationaux provenant des trois universités partenaires, mais également du milieu judiciaire, de l'administration, du barreau et de diverses organisations nationales et internationales. Des travaux de groupes offrent aux participants la possibilité de s'exprimer et de développer leurs idées.

Une participation active est attendue et les participants sont ainsi invités à partager leur expérience. Ils doivent en outre présenter au moins un exposé sur un thème d'actualité et rédiger un travail écrit en fin de formation. En dehors des modules d'enseignement, les participants peuvent enfin compter sur le soutien et l'encadrement des enseignants des trois universités partenaires.

Public cible

Le CAS s'adresse en premier lieu aux personnes actives dans le domaine des migrations, qu'elles bénéficient ou non d'une formation juridique.

Conditions d'admission

Le programme est ouvert aux personnes ayant accompli une première formation (p.ex. Bachelor, Master ou licence) dans une université ou une haute école reconnue. En règle générale, une expérience professionnelle d'au moins une année dans le domaine des migrations

est requise. Les personnes qui ne sont pas au bénéfice d'une formation supérieure peuvent être admises si elles disposent d'une expérience professionnelle et de connaissances théoriques suffisantes.

Il est possible de s'inscrire de manière ponctuelle à un ou plusieurs module(s) en tant qu'auditeur/auditrice. L'admission est octroyée de manière individuelle et sur dossier.

Certificat

Les Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg (BENEFRI) décernent un Certificate of Advanced Studies en droit des migrations (15 ECTS) aux participants étant parvenu avec succès au terme de la formation.

Crédits ECTS et durée

Le cursus d'études est constitué de 15 crédits ECTS, calculés conformément au système européen de transfert des crédits (ECTS). Chaque crédit représente une charge de travail de 25 à 30 heures. 11 crédits ECTS sont obtenus durant la préparation et la participation aux modules, ainsi qu'au travers de la présentation d'un exposé. Les 4 crédits ECTS restants sont octroyés au terme de la rédaction du travail final. Le programme est constitué de 19 jours de cours répartis en sept modules thématiques, une cérémonie d'ouverture et une cérémonie de clôture. Le cursus complet dure entre 18 et 24 mois.

Langues d'enseignement

L'intégralité du cursus d'études est proposée en français et en allemand. Chaque examen, ainsi que le travail final, peut être réalisé, à choix, en français ou en allemand.

Certains modules peuvent être suivis dans l'autre langue. De même, il est possible de changer de langue au cours de la formation. Tout changement doit être autorisé par le comité de direction.

Type de formation et lieux d'enseignement

Le CAS en droit des migrations est une formation continue suivie en parallèle à une activité professionnelle. Les cours sont généralement organisés les jeudis, vendredis et/ou samedis.

Les modules proposés en français sont organisés à Neuchâtel ou à Fribourg et les modules proposés en allemand ont généralement lieu à Berne.

Infrastructure

Les trois universités partenaires disposent de diverses bibliothèques qui permettent aux participants d'accéder à un grand nombre d'ouvrages spécialisés et qui mettent de nombreuses places de travail à leur disposition.

Début de la formation

5 décembre 2014 (en allemand)

4 décembre 2015 (en français)

Candidature et information

Le délai de candidature est fixé au 30 septembre 2014 (pour la formation en allemand) respectivement le 30 septembre 2015 (pour la formation en français). Le nombre de participants est limité à 32. Le formulaire de candidature peut être obtenu sur le site: www.unifr.ch/ius/cas_migration ou être demandé par e-mail à l'adresse cas_migration@unifr.ch. Une séance d'information aura lieu le 13 juin 2014 à 17 h 15 à Berne. Les inscriptions pour y participer doivent être envoyées à l'adresse email suivante: cas_migration@unifr.ch

Coûts

Les frais de formation sont de Fr. 10'900.– et doivent être acquittés en deux versements: la moitié avant le début du cours et l'autre moitié avant la fin du dernier module. Un rabais de Fr. 500.– sera accordé à toute personne s'étant inscrite avant le 15 juillet 2015. Les frais incluent les documents de cours et les taxes d'examens. Les frais de logement, de repas et les coûts réservés à l'acquisition d'ouvrages spécifiques sont exclus. Pour la fréquentation, en tant qu'auditrice/auditeur, d'un seul module du programme, les frais s'élèvent à Fr. 550.– par jour de cours et doivent être payés avant le début du module.

Encadrement et organisation

Le cursus d'enseignement est organisé conjointement par les Facultés de droit des Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg. Le Comité d'études est composé de la Prof. Astrid Epiney (Directrice d'études), de la Prof. Cesla Amarelle et du Prof. Alberto Achermann. Le Comité est responsable de l'organisation du cursus d'études. La coordination générale est assurée par M^{me} Beate Metz, LL.M, et M^{me} Monika Raemy est en charge de l'administration.

Le Comité de direction supervise le programme de formation continue. Il est composé des membres suivants:

lic. iur. Claudia Cotting-Schalch (Présidente),

Juge, Tribunal administratif fédéral;

Prof. Alberto Achermann, Université de Berne;

Prof. Christin Achermann, Université de Neuchâtel;

Prof. Cesla Amarelle, Université de Neuchâtel;

lic. rer. pol. Urs Betschart, Chef de service, Office cantonal des migrations, Zurich;

Prof. Astrid Epiney, Université de Fribourg;

lic. iur. Mario Gattiker, Directeur, Office fédéral des migrations;

Dr. Ruth Herzog, Juge, Tribunal administratif du canton de Berne;

Prof. Jörg Künzli, Université de Berne;

Dr. Simone Prodolliet, Cheffe du Secrétariat, Commission fédérale pour les questions de migration;

Prof. Sarah Progin-Theuerkauf, Université de Fribourg.

Contact

Université de Fribourg

Institut de droit européen/Centre de droit des migrations
CAS Droit des migrations

Av. de Beauregard 11

CH-1700 Fribourg

Tel.: +41 26 300 80 90

Fax: +41 26 300 97 76

E-mail: cas_migration@unifr.ch

Weiterbildungsstudiengang CAS
Formation continue CAS

Migrationsrecht Droit des migrations

2014-2017

Programmübersichtund Allgemeine Informationen

Ziele, Inhalt und Methodik

Der Studiengang hat das Ziel, wissenschaftlich fundierte und praxisorientierte Kompetenzen im Migrationsrecht zu vermitteln. Dazu gehören neben dem Erwerb von Grundlagen im Migrationsrecht die Analyse der aktuellen Migrationspolitik unter Berücksichtigung sozialwissenschaftlicher Kenntnisse und Konzepte. In sieben Modulen (deren Inhalt laufend an die aktuellen Entwicklungen angepasst wird) wird die Thematik durch Referate, Übungen und Fallstudien behandelt. Der Unterricht legt besonders Wert auf praxisorientiertes Arbeiten, z.B. anhand von Fallbeispielen. Bei Bedarf wird für Personen ohne juristische Ausbildung eine Veranstaltung zu den Grundlagen des Rechts angeboten. Als Dozierende konnten erfahrene inländische und ausländische Lehrpersonen insbesondere der drei beteiligten Universitäten sowie Expertinnen und Experten von Gerichten, Behörden, der Anwaltschaft und nationalen und internationalen Organisationen gewonnen werden. Die Veranstaltungen in Kleingruppen bieten den Teilnehmenden Raum für Reflexionen und Diskussionen. Erwartet wird eine aktive Mitwirkung der Teilnehmenden, indem eigene Erfahrungen in die Gruppe eingebracht werden, mindestens ein Referat zu einem praktisch relevanten Thema gehalten und eine schriftliche Abschlussarbeit verfasst wird. Neben den Präsenzveranstaltungen ist eine persönliche Betreuung der Teilnehmenden durch Lehrtätige an den drei Universitäten gesichert.

Zielpublikum

Der Studiengang richtet sich in erster Linie an im Migrationsbereich tätige Personen mit oder ohne juristische Ausbildung.

Zulassungsvoraussetzungen

Die Teilnahme am Studiengang setzt eine abgeschlossene Erstausbildung an einer anerkannten Universität oder Fachhochschule (z.B. Bachelor, Master oder Lizentiat) voraus. Weiter wird in der Regel eine mindestens einjährige Berufserfahrung im Migrationsbereich vorausgesetzt. Personen ohne Hochschulabschluss können zugelassen werden, wenn sie über eine vergleichbare Qualifikation aus der Berufspraxis und Weiterbildung verfügen.

Es besteht die Möglichkeit, gezielt einzelne Module des Studiengangs als Hörerin/Hörer zu besuchen. Die Zulassung erfolgt im Einzelfall aufgrund eines Dossiers.

Abschluss

Die Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg (BENEFRI) verleihen den erfolgreichen Absolventinnen und Absolventen ein gemeinsames Certificate of Advanced Studies in Migrationsrecht (15 ECTS-Punkte).

Kreditpunkte und Dauer

Der Studiengang wird nach dem europäischen Kreditpunktesystem (ECTS) mit 15 ECTS-Punkten bewertet. Ein Kreditpunkt entspricht einer 25- bis 30-stündigen Arbeitsleistung. 11 ECTS-Punkte sind durch Teilnahme an den Lehrveranstaltungen, ihre Vor- und Nachbereitung sowie eines in diesem Rahmen zu erbringenden Leistungsnachweises in Form eines Referats zu erwerben, 4 ECTS-Punkte werden für die schriftliche Abschlussarbeit erteilt. Das Programm umfasst 19 Kurstage, die in sieben thematische Module, eine Einführungsveranstaltung und eine Schlussveranstaltung aufgeteilt sind. Es dauert zwischen 18 und 24 Monaten.

Unterrichtssprachen

Das gesamte Studienprogramm wird in deutscher und französischer Sprache angeboten. Die Leistungsnachweise und die Abschlussarbeit können nach Wahl in deutscher oder französischer Sprache verfasst werden. Einzelne Module können jeweils in der anderen Sprache besucht werden. Ebenso kann ein Wechsel in das jeweils anderssprachige Studienprogramm erfolgen. Jeder Wechsel muss durch die Studienleitung genehmigt werden.

Studienform und Durchführungsorte

Der CAS Migrationsrecht ist ein berufsbegleitender Teilzeitstudiengang. Die Lehrveranstaltungen finden grundsätzlich jeweils Donnerstag, Freitag und/oder Samstag statt. Die französischsprachigen Veranstaltungen finden in Neuenburg oder Freiburg und die deutschsprachigen grundsätzlich in Bern statt.

Infrastruktur

Die Universitäten verfügen über diverse Bibliotheken, die neben umfangreicher Fachliteratur den Kursteilnehmenden zahlreiche Arbeitsplätze zur Verfügung stellen.

Beginn

5. Dezember 2014 (auf deutsch)
4. Dezember 2015 (auf französisch)

Bewerbung und Information

Bewerbungsfrist ist der 30. September 2014 (für den Lehrgang in deutscher Sprache) bzw. der 30. September 2015 (für den Lehrgang in französischer Sprache). Die Anzahl der am Kurs Teilnehmenden ist auf 32 begrenzt. Bewerbungsformulare können auf der Website: www.unifr.ch/ius/cas_migration heruntergeladen oder angefordert werden unter cas_migration@unifr.ch. Eine Informationsveranstaltung findet am 13. Juni 2014 um 17.15 Uhr in Bern statt. Um Anmeldung wird unter cas_migration@unifr.ch gebeten.

Kosten

Das Studiengeld beträgt Fr. 10'900.– und ist in zwei Tranchen zu entrichten: die Hälfte vor dem Kursbeginn, die andere Hälfte vor der Absolvierung des letzten Moduls. Bei frühzeitiger Bewerbung bis zum 15. Juli 2014 wird Rabatt von Fr. 500.– gewährt. Im Studiengeld inbegriffen sind die Kosten für Kursunterlagen und Prüfungsgebühren. Nicht inbegriffen sind die Kosten für Übernachtungen, Verpflegung und spezielle Literatur. Besucht eine Person als Hörerin/Hörer nur einzelne Module des Studiengangs, so ist pro Kurstag eine Studiengebühr in Höhe von Fr. 550.– vor Beginn des Moduls zu entrichten.

Trägerschaft und Organisation

Die Träger des Studiengangs sind die Rechtswissenschaftlichen Fakultäten der Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg. Die Studienleitung, Prof. Astrid Epiney (Studiendirektorin), Prof. Cesla Amarelle und Prof. Alberto Achermann, ist für die Durchführung des Studiengangs verantwortlich. Die Koordination wird durch Frau Beate Metz, LL.M., sichergestellt, und Frau Monika Raemy ist für die administrativen Aspekte verantwortlich. Die Programmleitung übt die Aufsicht über den Studiengang aus. Ihr gehören folgende Mitglieder an: lic. iur. Claudia Cotting-Schalch (Präsidentin), Richterin, Bundesverwaltungsgericht; Prof. Alberto Achermann, Universität Bern; Prof. Christin Achermann, Universität Neuenburg; Prof. Cesla Amarelle, Universität Neuenburg; lic. rer. pol. Urs Betschart, Amtsvorsteher, Migrationsamt Zürich; Prof. Astrid Epiney, Universität Freiburg; lic. iur. Mario Gattiker, Direktor, Bundesamt für Migration; Dr. Ruth Herzog, Richterin, Verwaltungsgericht des Kantons Bern; Prof. Jörg Künzli, Universität Bern; Dr. Simone Prodolliet, Geschäftsführerin, Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen; Prof. Sarah Progin-Theuerkauf, Universität Freiburg.

Kontakt

Universität Freiburg
Institut für Europarecht/Zentrum für Migrationsrecht
CAS Migrationsrecht
Av. de Beauregard 11
CH-1700 Freiburg
Tel.: +41 26 300 80 90
Fax: +41 26 300 97 76
E-Mail: cas_migration@unifr.ch

Dozierende (indikative und nicht abschliessende Liste)
Intervenants (liste indicative et non exhaustive)

Prof. Alberto Achermann, Universität Bern

Prof. Christin Achermann, Université de Neuchâtel

Prof. Cesla Amarelle, Université de Neuchâtel

Prof. Gianni D'Amato, Université de Neuchâtel

Dr. Florence Aubry Girardin,
Tribunal fédéral, Lausanne

lic. iur. Philipp Berger, Bundesamt für Migration

Prof. Jan Bergmann, Verwaltungsgericht
Stuttgart; Universität Stuttgart

Dr. Frédéric Berthoud, Secrétariat d'Etat
à la formation, à la recherche et à l'innovation

Prof. Samantha Besson, Université Fribourg

lic. rer. pol. Urs Betschart, Migrationsamt Zürich

lic. iur. HSG Marc Busslinger, Verwaltungsgericht
des Kantons Aargau

Prof. Andrea Büchler, Universität Zürich

Prof. Basile Cardinaux, Universität Freiburg

Prof. Martina Caroni, Universität Luzern

lic. iur. Claudia Cotting-Schalch,
Tribunal administratif fédéral, St-Gall

Prof. Janine Dahinden, Université de Neuchâtel

Dr. Bernard Dubey, Office fédéral de la justice

Prof. Astrid Epiney, Universität Freiburg

Daniel Felder, LL.M., avocat, Direction
des affaires européennes, Section Droit et accords,
Département fédéral des affaires étrangères

lic. iur. Mario Gattiker, Bundesamt für Migration

Sonderbotschafter Eduard Gnesa, Eidgenössisches
Département für Auswärtige Angelegenheiten

Ass. iur. Teresia Gordzielik, Universität Freiburg

lic. iur. Reto Gruber, Fachbereich
Europarecht und Koordination Schengen/Dublin,
Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement,
Bundesamt für Justiz

Marcel Heiniger, Bundesamt für Statistik

Prof. Maya Hertig Randall, Université de Genève

Dr. Ruth Herzog, Verwaltungsgericht des Kantons
Bern

lic. iur. Martin Hirsbrunner, Bundesamt
für Migration

lic. iur. Thomas Hugi Yar, Bundesgericht,
Lausanne

Dr. Constantin Hruschka, United Nations
High Commissioner for Refugees, UNHCR, Genf

Prof. Jörg Künzli, Universität Bern

Prof. Francesco Maiani, Institut de Hautes
Etudes en Administration Publique, Lausanne

Prof. Matthias Mahlmann, Universität Zürich

Dr. Michael Marugg, Kindes- und Erwachsenen-
schutzbehörden Winterthur Adelfingen

Ass. iur. Beate Metz, LL.M., Universität Freiburg

Ass. iur. Robert Mosters, LL.M., Universität
Freiburg

Prof. Matthias Oesch, Universität Zürich

Alexander Ott, MAS P und M, Migration
und Fremdenpolizei Stadt Bern

Prof. Etienne Piguet, Université de Neuchâtel

Dr. Benedikt Pirker, Universität Freiburg

Dr. Simone Prodolliet, Eidgenössische
Kommission für Migrationsfragen

Prof. Sarah Progin-Theuerkauf, Universität
Freiburg

Dr. Andreas Rieder, Eidgenössisches Büro für
die Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen,
Eidgenössisches Département des Innern

Rechtsanwalt Dr. Marc Spescha, Zürich

Prof. Peter Uebersax, Bundesgericht, Lausanne;
Universität Basel

Prof. Philippe Wanner, Université de Genève

Dr. Daniel Wüger, Bundesamt für Justiz